L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 22 OCTOBRE 1836.

POUR PRESIDENT
M. VAN BUREN.

POUR VICE-PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

« Je préfère que mon seul nom vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourrit ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet. » *Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1ER DISTRICT	J. B. PLANCHÉ.
2ME. DISTRICT	T. W. SCOTT.
3ME DISTRICT	T. LANDRY.
4ME. DISTRICT	A. MOUTON
5ME. DISTRICT	P. E. BOSSIER.

ASSEMBLEE VAN BURENISTE.

Les amis de MARTIN VAN BUREN sont respectueusement priés de se rendre à une assemblée publique qui aura lieu à la Salle de Bal de Davis, rue d'Orléans, Samedi 22 du courant, à 7 heures PM pour nommer les comités et prendre les arrangemens nécessaires avant la prochaine élection présidentielle

J C De St. Romes,	Jerome Bayon,
Louis M Booth,	Robert J Ker,
Samuel Ker,	Charles Bayon,
J B Planché,	Bertipain,
Bernard Marigny,	Planchard,
P F Smith,	Jacque Lafebvre,
S W Oakey,	[illegible] Delery,
D C Ker,	P Ducongé,
H B Cenas,	[illegible] Hennen,
E A Canon,	[illegible] Rees,
Gustave Le Gardeur,	John J Ker,
W E Kennedy,	John Wilcox,
P J Tricou,	Jos Caldwell,
Paul Bertus,	José Prats,
Gaston Brusle,	Francisco Ruis del Hoyo,
Louis Barbarin,	J B Lafarbre,
R A Letebvre,	Harvey Horton,
C Montamat,	Jaques Roos,
John Mullins,	Charles Durand,
M McDougall,	U Wale,
J Berry,	Francis Bell,
E Johns,	Benjamin F West,
John Duncan,	S S Black,
James McHenry,	P Summers,
Salvador Prats,	Simeon Wolfe,
J Lamothe,	Wm Barkley,
Jonathan Davis,	G W Pierpoint,
Francisco Tio,	J W Collins,
Gilbert Morris,	A C Hyde,
J J Hull,	Theodore Meeks,
J V Wale,	E Duncan,
Michael Kearney,	J S McFarlane,
Martin H Devereux,	Rob Tankesley,
J B Labatut,	P Ryan,
C G De Armas,	Charles Armstrong,
Hortaire Andry,	Daniel Murphy,
M S Cucullu,	Nicholas Hoey,
W Bogart,	J B Mallen,
J M Kennedy,	E Srinson,
H Pedesclaux,	James Ross,
W F C Duplessis,	G G Stoever,
J J Mercier,	Manuel White,
Louis Allard,	H Locket.

☞ Les démocrates de la Nouvelle-Orléans voudront bien se rappeler que l'assemblée en faveur de VAN-BUREN, leur candidat, doit avoir lieu ce soir, à la salle de bal de M Davis. Il est inutile de leur rappeler qu'ils doivent être ponctuels à cette réunion.

Bonne Nouvelle pour la Légion.

Le Conseil de la 1re. Municipalité, dans sa séance d'hier, a alloué une somme de deux mille piastres par an, à la Légion de la Louisiane.

Le navire Janior, parti de New-York, est arrivé à la Mobile dans la courte traversée de onze jours. Par cette voie on a reçu des journaux de la première ville jusqu'au 8, ils ne contiennent rien d'intéressant. Il n'y avait pas eu d'arrivage plus récent d'Europe.

Nous avons oublié de donner crédit à la Gazette de Baton-Rouge pour l'article qui a paru dans notre feuille d'a ant-hier, adressé aux habitans ouvriers de la Louisiane.

Nous profiterons de cette occasion pour annoncer que l'article n'est pas de M. Modor Dumont mais bien de M. Chaudet Dumont, déjà avantageusement connu en cette ville.

Question de la Batture——Attitude des trois Municipalités.

Lorsque, à l'époque de la discussion à la Législature d'Etat du bill pour diviser la Nouvelle Orléans en trois municipalités distinctes, nous annonçames que cette division, si elle avait lieu, serait un jour la ruine de la ville, en ce qu'elle susciterait des discordances d'opinion sur la nature, l'étendue et la légalité des droits de chacune des corporations ainsi établies, et, par conséquent, des désordres sans nombre entre une partie de la population et les autres. Nous étions loin de présumer néanmoins que nos prévisions seraient si promptement réalisées.

En effet, à peine sept mois se sont-ils écoulés, depuis cette époque mémorable où le *projet-monstre* (nous pouvons nous permettre de le qualifier ainsi) a mérité par un hasard extraordinaire l'approbation des deux chambres de la Législature et la sanction du pouvoir exécutif, que, déjà la pomme de discorde semble être jetée au sein de la cité, et menace d'y occasionner, sinon une guerre ouverte, du moins une excitation, dont les conséquences sont encore un problème, mais dont la seule existence serait un vrai fléau pour une ville qui ne peut prospérer que par l'union, la paix, la bonne intelligence et le fraternité entre toutes les origines, toutes les classes, toutes les professions toutes les industries des diverses branches de la population de cette ville.

Pénétré de cette vérité, que la prospérité de la Nouvelle Orléans ne dépend entièrement que de cet accord parfait entre les citoyens, nous ne nous présenterons pas dans l'arène pour revendiquer, les armes à la main, les droits, les privilèges et les immunités de la corporation dont nous sommes un des membres. Ce n'est pas lorsque le volcan est entr'ouvert et prêt à répandre la lave brûlante que l'on doit en approcher la torche à la main et jeter dans ses vastes fournaises l'élément d'une combustion générale. Notre devoir au contraire est de chercher à rétablir l'équilibre presque détruit ; et pour y parvenir nous ne ferons usage que des armes de la vérité et des arguments de la raison: cela veut dire assez que nous ne voulons nous adresser qu'à des hommes sages et impartiaux.

Les troubles et les contestations au sujet de la batture du faubourg Ste. Marie ne sont pas une chose nouvelle pour les habitans de cette ville ; déjà nous avons eu cette importante question à agiter à plusieurs reprises dans le sein de nos administrations municipales. Tantôt il s'agissait de la faire disparaître par une forte tranchée ou canal établi à la pointe Duvergé, de manière à ce qu'on donnant une autre direction au fleuve on prévint ainsi le cours, courant qui vient s'établir sur la rive gauche, vis à vis les halles, et qui n'est que le résultat du courant brisé et divisé sur le bord opposé ; d'autres fois on réclamait une nouvelle levée que l'on établirait sur la batture même dans les endroits les plus voisins de la ligne des eaux profondes. Plus tard c'étaient des wharfs longitudinaux et latitudinaux que l'on se proposait de projeter en avant dans le fleuve du manière à ce que les bâtimens puissent sortir et entrer et débarquer leurs chargemens. Combien d'autres projets ne mit-on pas sur le tapis pour pouvoir amener un port à la seconde municipalité. Mais chacun d'eux fut rejeté au fur et à mesure qu'on les proposait, parcequ'on, sans qu'il en résultât aucun bien au faubourg Ste. Marie, les travaux exécutés sur la batture devinssent toujours destructeur le port actuel, première richesse de la Nouvelle-Orléans.

Il n'est pas possible de douter qu'on ne soit la question de la batture qui ait donné naissance au projet-monstre. Les uns par quelques classes qui devaient rendre chaque municipalité l'arbitre exclusive et souveraine de la question administrative et la maîtresse souveraine de toute cette partie de la cité qui se trouverait renfermée dans ses limites respectives, les auteurs du bill ont craint prime abord qu'il n'existait bientôt résoudre le problème qu'on cherchait depuis si long temps la solution. Cependant ils furent trompés dans leur attente : la législature en adoptant le projet de loi a cru devoir y introduire quelques modifications de manière à ce que chacune des trois corporations n'eut de privilèges et de droits réels que ceux qui se seraient liés un objet de défiance ou de préjudice pour les deux autres. Ainsi pour atteindre le but de la loi soumis de l'acte de division de la ville au cadre dit on serait d'autre et précis que les trois corporations entrassent le droit exclusif de passer et de faire exécuter toute loi ou tout règlement public dans leurs limites respectives et de percevoir les taxes à leurs frais toute amélioration sur tous points publics, wharfs et autres propriétés publiques dont l'usage était précédemment et nommément sans restrictions près usurpations, que des règlements ne pourraient priver les autres municipalités du droit, d'en user en commun avec les habitans de la municipalité dans laquelle localités propriété se trouvait située et que chaque municipalité serait en droit de désigner et de fixer les départs dères qui seraient allouées aux différentes espèces de bâteaux et navires.

Voilà donc en quoi consistaient les droits de chaque municipalité pour ce qui regarde [illegible] traction civile. Mais dans aucune classe de [illegible] ne trouvons que ce qui est en propriété publique, c'est à dire ce qui appartient à la masse de la population de la circonscription, doive être la possession exclusive de l'une des trois corporations.

La batture du faubourg Ste. Marie étant dans ce cas, en vertu de la donation faite par les propriétaires riverains à la ville de la Nouvelle-Orléans; aussi, la Législature jugeant dans sa sagesse que les précédens établis au sujet de la question du port pourraient donner lieu à quelque chicane entre les diverses municipalités, pour la possession de cette batture, a-t-elle cru devoir établir les choses de telle manière qu'il ne put en résulter aucune action ou poursuite pardevant les tribunaux : et dans la dernière partie de la section de la loi que nous avons citée elle a décrété qu'il ne serait disposé en aucune manière de cette batture et que la municipalité supérieure de la ville ne pourrait en aucune manière gêner ou empêcher les habitans d'aucune portion de la cité dans le libre usage et la jouissance d'aucun de leurs droits à ladite batture.

Les choses ayant été ainsi disposées par la Législature dans l'acte de division, il en résulte que la batture est une propriété publique, que l'on ne saurait chercher à enlever au peuple, qui en est le véritable possesseur, sans enfreindre les lois qui nous régissent sans manquer à la justice, à l'équité, à la bonne foi, à la conscience, aux premiers principes de la raison, et sans exposer la ville à une série de disgraces, de conséquence presque inévitable de l'exaspération que doit produire un acte attentatoire au droit des gens, à celui de propriété et aux garanties accordées par nos institutions politiques, aux citoyens, individuellement ou collectivement.

Avant le 20 septembre 1820, époque où le concordat fut signé entre les propriétaires riverains du faubourg Ste. Marie, d'une part, et la corporation de la Nouvelle Orléans d'autre part, au sujet de la batture en face de la propriété des premiers, la question s'était élevée de savoir si la ville avait ou non le droit de prendre de la terre sur cette batture pour l'usage des citoyens : la Cour Suprême par devant laquelle l'affaire vint en dernier ressort [nous croyons que ce fut en 1819 ou 20) décréta, que la ville n'avait nullement ce privilège. et l'opinion de la Cour, étant que nous puissions nous la rappeler, se base sur ce que la dite batture n'est une propriété particulière, elle ne pouvait pas être exploitée à l'usage public. Nous pouvons nous tromper quant au sens de l'opinion de la cour, cependant, comme cette opinion n'est pas de grande nécessité pour nos acquéreurs on ne se prévaudra pas de l'erreur [qui nous aurait pu commettre en la citant.

Survint ensuite le compromis, par lequel les droits à cette batture étaient cédés à la Corporation de la Nouvelle Orléans par les possesseurs à la Condition qu'elle resterait pour toujours à l'usage des citoyens en général, qui pourraient y prendre tout le sable dont ils auraient besoin, mais sur laquelle aucune construction, bâtisse etc. ne serait jamais établie.

Le but de cette donation serait facile à deviner, si d'ailleurs il n'était parfaitement connu : c'est que les propriétaires riverains ayant vendu face au fleuve ne voulaient pas s'exposer à des procès en restitution et en dommage, qu'ils eussent encourus, s'ils avaient permis que l'on prolongât la ville sur cette batture. Ils la cédèrent donc à la ville pour qu'elle devint à l'avenir propriété commune et inaliénable. [A continuer.]

CONGRES GENERAL DE MEXICO.

SEANCE du 27 août 1836.

Conclusion des Débats sur la question de suspendre les hostilités avec l'Espagne et d'ouvrir les ports de la république au commerce de cette nation sur des bases de réciprocité.

Suite du discours de Mr. Michelena.

SOR. MICHELENA.—J'ai dit que nous causerions un mal à la nation, et j'oserais une injustice atroce, puisque, si je l'accusais bien, la prospérité de la nation et sa respectabilité consistent à observer les principes du droit ; car, nous voyons que lorsqu'un peuple s'enfreint les principes qui doivent servir de règle de conduite à une nation à l'égard d'une autre, il n'est plus respecté autant qu'il le serait s'il agissait d'après les doctrines de justice. Tandis qu'en se conduisant de cette dernière manière, tôt ou tard il doit lui en résulter des avantages immenses. Le Mexique se déclare indépendant : il déclare la guerre à l'Espagne ; mais en même temps il dit : "Je reconnaîtrai cette partie de la dette nationale qui me correspond pour la possession du territoire. Le principe de justice me le fait avouer ; je la dois, je la paierai." Quel a été le résultat de tout ceci ? Le Mexique peut maintenant arborer l'étendard de l'honneur—honneur qui se transmettra à toutes les générations mexicaines à venir. Et, pourquoi ? parce que à cette époque où notre fureur était pour ainsi dire à son comble, nous savions faire justice.

Je terminerai en disant : que les nations ne sont respectées et reçoivent leur plus forte considération que lorsqu'elles observent les principes de justice. Il n'est d'ailleurs permis à aucun peuple de faire du mal à un autre, à moins que ce ne soit à titre de représailles et pour se venger d'un préjudice qui lui aura été occasionné par celui-ci, ou pour réparer le tort qu'on lui aura causé. Mais la Nation Mexicaine n'a pas besoin de sévir contre l'Espagne pour aucun de ces motifs ; de sorte que la nécessité et la justice nous font un devoir de nous abstenir de tout ce qui pourrait offenser ce peuple ; et personne ne niera qu'il n'y ait un mal à continuer les hostilités, car, quoique l'on dise que nous ne faisons pas la guerre à la Péninsule, cependant il faut bien se convaincre que nous la faisons, non pas comme on l'entend, mais comme nous l'entendons nous-mêmes ; comme nous pensons la faire. Ainsi de la même manière que nous empêchons le commerce espagnol d'avoir lieu, nous pourrions, si nous possédions une forte escadre faire une guerre armée. Nous n'avons donc fait que ce que nous pouvions faire contre cette nation ; et quoique dans certains cas nous ayons eu quelques égards pour ses opérations mercantiles, nous avons causé en général des préjudices à son commerce.

Je le répète, nous n'avons aucun droit d'en agir ainsi, et en laissant, nous commettons une injustice notoire, et nous sacrifions les intérêts du peuple mexicain ; parce que lorsqu'il n'est pas nécessaire que le Mexique emploie de semblables moyens, lorsqu'il n'est pas besoin que le pays reste plongé dans un état d'agitation, afin maintenant le même ordre de choses, que par le passé, ce serait créer un mal sans aucun juste motif. En conséquence, nous devons sans hésiter adopter le décret afin que les hostilités cessent de droit ; car, bien que l'on dise le contraire, il y a eu des hostilités, et elles ont été d'autant plus sensibles qu'elles ont occasionné des pertes énormes aux fortunes particulières des citoyens ; et ce sont ces hostilités qu'il faut faire cesser. Le décret, tel qu'il vient d'être proposé par la commission, contient donc, quant à sa rédaction :

SOR. BERRUECOS—Si j'avais eu l'extravagance d'avancer que, ce décret une fois lancé, les hostilités continueraient avec l'Espagne, les observations du membre préopinant seraient alors fondées ; mais je ne suis pas d'avis qu'on doive le dire dans le décret. Comparez sa rédaction avec celle du Cabinet de Madrid et vous verrez que dans celle-ci il n'est nullement fait allusion d'hostilité ou de guerre. Quoi donc ! pour resserrer des liens d'amitié avec un ancien ami, est-il nécessaire de lui dire : "les hostilités cesseront ; n'est-il pas suffisant de lui ouvrir les bras et de lui dire : "embrassons-nous ?" Je suis d'opinion que la rédaction du décret serait meilleure de la manière que je l'ai indiquée.

Mais le préopinant a dit : que par le mot hostilité on ne doit pas seulement entendre les dommages positifs, mais encore l'interruption de communications avec l'ennemi. Non Monsieur ce simple acte n'est pas une hostilité : ce n'est qu'un préambule à des hostilités ; de sorte que si l'intention de la commission avait été de dire que l'état de guerre cesserait, je pencherais en faveur de cette rédaction, parce que ce n'est pas la même chose de dire : "les hostilités cesseront, lorsqu'elles n'existent pas" que de rendre l'idée de cette manière : "l'état de guerre avec l'Espagne cessera." Je le répète : la mission mexicaine doit se montrer généreuse dans cette circonstance. Si nous devons faire un bien, qu'il soit complet ; et si nous ne devons pas céder à l'Espagne en obstination, nous ne devons pas lui céder en générosité.

Sr. Elizalde.—Je vais tâcher de répondre aux arguments dont on a fait usage contre la commission, quoique déjà M. Michelena y ait répondu d'une manière satisfaisante. En premier lieu, le préopinant a dit qu'on ne peut pas suspendre des hostilités qui n'existent pas. Mais, Monsieur, si nous n'existons pas en état de guerre, l'un envers l'autre ; et que la première qui puisse avoir lieu dans notre cas est celle relative à la reconnaissance de notre indépendance. En outre, on sait très bien qu'il n'existe qu'à aucune autre époque. Tout annonce de brillantes affaires à l'homme prudent, honnête et industrieux.

Coton—Nos craintes que la récolte ne soit pas favorable, sont par lois augmentées par les [illegible] que nous recevons de l'intérieur de l'Etat ; et d'après tous nos renseignemens du mois quartier, les rapports qui les disipent, et font revivre nos espérances : pour le moment nous ne pouvons former aucune opinion sur le résultat de la récolte dans l'Alabama—nous ne pouvons qu'espérer que tout sera pour le mieux.

Depuis nos derniers avis nous n'avons pas eu de pluie, ce qui maintient les rivières très basses, deux steamboats, le Fitzgerald de Roanoke, et une barge, la Cossa, sont cependant descendus avec quelques centaines de balles de coton ; quelques balles ont également été reçues de Blakely par le même bord, et de l'intérieur par wagons. Les ventes sont aussi animées qu'on puisse l'espérer, dans ce commencement de la saison. Il y a peu de coton de choix dans le marché ; on peut classer généralement ce qui s'y trouve de bon à beau ; bon nombre de ventes ont été faites la semaine dernière de 17 à 18 1-2 cents—900 balles ont été vendues à ces prix, depuis nos derniers avis.

Farine—En demande ; prix le même.
Bois-doux—En hausse.
Sucre—Calme, et en baisse.

Marché de Natchez—14 Octobre.

Coton	point.
Farine	6 50 par quantité—6 10 en détail.
Maïs, le baril	75 à 1 25
Toile d'emballage de Kentucky	12½ à 14
Jambons	12½ à 15
do choisis	14 à 16
Whiskey, rectifié	42 à 45
Graisse	rare 18½
Pommes de terre, par bbl	3
Pommes	3
Porc, mess	22 à 23
" prime	18
Propnage, Hoslop	37½
Lard " Pig apple	37½
Bœuf, primes	6 à 6½
Oignons	6
Beurre	point.

ETAT DU MARCHE D'ABBEVILLE.

Marché de Leeds—Il y a eu une demande animée de marchandises, aux dépôts de drap pendant la semaine qui vient de s'écouler et quelques-unes des précédentes. Les manufacturiers des qualités inférieures de marchandises étant principalement occupées à remplir des ordres pour la consommation ordinaire. Le marché a été calme, et les prix sont à la hausse.

Marché de Bradford, 25 août—Il règne la même activité, et quelques-uns des manufacturiers paraissent prétendre à un plus haut prix.

Marché aux laines de Wakefield, 26 août—La même activité règne dans la demande des laines peignées, et particulièrement des autres qualités, qui sont rares, et maintiennent leurs prix. On peut en dire autant des laines cardées de qualités légères et autres : mais dans les Middle Hogs et Whethers, ainsi que dans toutes les qualités inférieures, il n'est fait moins d'affaires cette semaine : la demande pour les manufactures de cet article est très-animée.

Rochdale—Le marché était le même pour la flanelle que la semaine précédente. Les qualités ordinaires et inférieures se vendent toujours les mieux : les fines sont calmes. Il n'est fait peu de choses dans le marché aux laines. Les filées sont en même prix que la semaine dernière

LIVERPOOL, 20 Août.

Les ventes de coton faites hier sont d'après 3000 balles, à nos premiers prix. Le marché est calme.

Il n'est fait peu d'affaires aujourd'hui.

Extrait d'une lettre reçue à Savannah, datée Trottes sur Londres de 11 à 11 1/2.
Sur le Nouvelle Orléans, au pair.
FARINE—Cet article est des plus rares, il se vendait à un prix élevé.

PRIX-COURANTS DE LA NOUVELLE ORLEANS :

ARTICLES DIVERS.		De	A
COTON	Bon et fin la liv	16	19½
"	Bon et beau	17½	18
"	Beau	16½	17
"	Moyen	15	15½
"	Ordinaire	13½	14
TABAC	Première qual	5	6
"	Seconde	4	5
"	Croisé	3	4
"	Du Cabo	25	30
SUCRE	Nile. Orléans	10	11½
"	Cube, blanc	14	15
"	Do. brun	9½	10
MELASSES		60	62
T. D'EMBAL	De l'Ouest, la yard	27	28
"	De Dundee	23	25
C. D'EMBAL	De la terre	10	12
CHARBON	De l'Ouest le baril	75	81
"	De Liverpool		1 50
"	D'Ecosse		1 70
CHANDELLES	Blanc d. bal. N. Bed. l. liv	28	30½
"	Do. de Nantucket	26½	28
"	De suif	13½	13½
CAFE	De Cube	13	14
"	Du Brézil	13	13½
"	De St. Domingue	11½	
FARINE	Le baril	9 00	9 50
	FRUITS.		
RAISINS	Par caisse	—	—
"	Par demi-caisse	—	—
"	Par quart de caisse	—	—
AMANDES	A coque tendre, la l	13	14
"	A coque dure		7
	POISSON.		
MORUE	La caisse	1 50	1 62½
HARENG		1 00	1 00
MAQUEREAUX	No. 1, par baril	11 —	11 50
"	No. 2	10 —	10 50
"	No. 3	5 50	6 —
	GRAINS.		
MAIS	En épis, par baril	85	90
"	En grains, par boisseau	70	—
HARICOTS	Par baril	5 00	6 50
FOIN	Les 100 livres	1 12½	0 00
PEAUX	Louis et Miss	9	11
"	Mexicaines	10	12
PLOMB	En saumons	5 75	5 81
"	En verges, la liv		7
CHAUX	De l'Ouest, le baril	—	—
"	De Thomastown	—	3 00
	PROVISIONS.		
BŒUF	Mess	13 —	14 —
"	Prime	11 00	12 —
PORC	Clair	—	24 —
"	Mess	23 —	23 50
"	Prime	19 00	18 50
"	Plats côtés	7 50	6 —
JAMBON	Jambon, la livre	11	11
"	Côtés	11½	12½
"	Epaules	7½	8
"	Plats côtés	9	10
SAINDOUX		12	12
BEURRE	Du Nord	08	09
"	De l'Ouest	22	23
SEL	De Liverpool, le sac	1 25	1 37½
"	Fin, par sac	1	1 75
"	Des Iles Turques, p. bo	90	—
RIZ	De la Caroline, les 100l	—	5 00
EAU-DE-VIE	Franc. de pr., le gal	1 25	1 60
"	Américaine, 1re. pr	50	53
RUM	De la N. Orl. 1re. pr	44	45
"	De la Jamaïque	1 20	1 25
"	Du Nord	44	45
GENIEVRE	De Hollande	1 —	1 25
"	Américain	44	45
WHISKEY	Commun	40	41
"	Rectifié	43	43

FRETS.

Liverpool, coton, par livre	1-8d à 9-16
Londres, tabac, par boucaut	47s. 6d
Havre, coton, par livre	1½ à 1 5-16
A Cowes et un marché, tabac, par boucaut	30s. 00
Nord de l'Europe do do	30s. 00
Ports du Nord, aux E. U. coton, par liv	1 à 1½ d
do do do tabac, par boucaut	3 à 5 00

Cours d'actions à la Nouvelle-Orléans.
Corrigés par Thomas Fellows, courtier de change.
No. 3, rue du Camp.

Banque de l'Etat de la Louisiane	90 demandé
Banque d'Orléans	100 demandé, offre.
Banque de la Louisiane	103 demandé.
Banque Consolidée	108 dern ventes
Banque du Canal	pair demandé.
Banque de Cité	103 dern. vte.
Banque de l'Union de la Louisiane	123½ der.vte.
Banque des Citoyens	115. ventes.
Banque Commerciale	103 demandé.
Banque des Artisans	95 demandé.
Banque du Gaz	95 demandé
Banque du Chemin de Carrollton	pair demandé
Banque d'Améliorations	93 d'une demand.
Banque d'Atchafalaya	90 d'escompte.
Compagnie de la Bourse et Banque	30 pr. 25 payé.
Compagnie d'Ass. de l'Etat de la Louis.	40 p. 30 payé.
Compagnie d'Ass. de la Louis	0155 pr. 200 p. à l'en.
Compagnie d'Orléans	pas d'offre.
Compagnie d'Ass. du Mississippi	60 p 50 payé.
Compagnie d'Ass. des Négocians	34 deman.
Compagnie d'Ass. de l'Ouest	65 dem.
Compagnie d'Ass. de l'Atlantique	pair dem. d vte.
Compagnie d'Ass. de l'Océan	pair demandé.
Compagnie d'Ass. Commerciale	45 pr. 50 demandé.
Compagnie d'Ass de l'Aigle	pair.
Compagnie de Navigation Orléans	10 prime d. vt.
Compagnie de Punchartrain	97 dern vte—à l'encan
Compagnie du Railroad de Nashville	01 prime demon
Compagnie de la Presse d'Orléans	0405 demfan.
Compagnie de la Presse de la Levée	au pair—der vte
Compagnie d'Architectes de 1828	pair.der.vte
Compagnie d'Architectes 8e. Dist	pas d'offre

EXPORTATIONS

De COTON et de TABAC, depuis le 1er OCTOBRE 1836.

Exporté à	BALLES DE COTON. Cette sem.	Précédent	Total.	BOUCS DE TABAC. cett' sem.	Précédent	Total
Liverpool	1572	1067	2639		45	45
Autres ports d'A	1498		1498			
Tot. aux ports d'A	3070	1067	4157		45	45
Havre		1389	1389			
Autres ports de F						
Tot. aux ports de F		1389	1389			
Nord de l'Europe						
Autres pts étran	1779		1779	141	413	413
Tot. aux pts. étr.	4849	6780	9176	141	458	458
Ports de Nlle-Orl	1819	1515	3334		999	1130
TOTAL	6668	8291	10096	141	1447	1588

A VENDRE—En débarquement du navire Hâvre, venant de Marseille :
20 pipes Eau de vie;
24 demi portugaises Eau de vie Cognac; par
23 oct J. VATINEL, rue Conti, No. 21.

RIZ—20 tierçons Riz de première qualité, à vendre par
28 oct PERKS & HALL.

MOBILE, 20 Octobre.

Les affaires commencent à reprendre leur aspect ordinaire. La population augmente à vue d'œil ; nos magasins regorgent de monde, et nos hôtels, auberges, &c. se remplissent. Des marchandises de toute espèce nous arrivent du Nord en plus grande abondance

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés.

VENDREDI, 21 OCTOBRE.

Navire Trenton, Pratt, Liverpool, Bayley & Abbatt.
Brick Daniel H. Miller, Driscoll, Tampico, J W Zacharie & Cie.
Goël. Remplana, Bonell, Havané, J. Prats & Fils.

Arrivés.

VENDREDI, 21 OCTOBRE.

Bateau à vapeur Emblem, Bry, de Louisville.
Bateau à vapeur Tropic, Haviland, de la Mobile.
Bateau à vapeur Junius, Pulkerson, de Naples, Ill.

MEMORANDA.

Arrivé d'ici à Liverpool, 25 août, navire David Redadfort.
Le 23, navire Norman, Wood.
Le 29, navire Dale, Berton.
Parti de New York pour ce port, 6 octobre, navires Palestine et Créole.
En charge à Marseille pour ce port, 25 août, brick Chenet.
Parti de Liverpool pour ce port, 30 août, navire Harold.
En charge à Baltimore pour ce port, navire Cumberland.
En charge à Philadelphie pour ce port, 6 octobre brick William Henry.

AUX IMPRIMEURS,

DEUX ou trois ouvriers trouveront de l'emploi constamment à l'imprimerie de l'Abeille.
20 octobre

GARDES D'ORLEANS.

Les membres sont prévenus que l'on sortira positivement avec le sac à dos.
22 oct G. CRUZAT, sergent major.

SUCCESSION DE BONNABE, f. c. l—Jeudi, le vingt quatrième jour de Novembre 1836, à midi, à la Bourse, encoignure des rues Chartres et Saint Louis, en vertu d'un ordre de l'honorable Cour des Preuves, dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, en date du dix neuf d'octobre 1836, j'exposerai en vente publique, à l'encan, pour compte de la succession de feue Françoise Rachaël Barnabé femme de couleur libre, les propriétés foncières ci-après décrites, savoir :

1o. Un Lot de Terre situé en cette ville, rue Toulouse, dans l'Isle renfermé par les rues Toulouse, des Remparts, St. Louis et Bourgogne, ayant trente pieds de face à la dite rue Toulouse, sur cent cinquante pieds de profondeur, sur lequel se trouvent quelques bâtisses en bois de peu de valeur.

2o. La moitié indivise d'un lot de terre situé au nouveau faubourg Marigny désigné par le no. trois cent quatre vingt, et mesurant au pied français soixante pieds de face à la rue St. Antoine, sur cent vingt pieds de profondeur.

Conditions de la vente: Un quart comptant, et la balance à six, douze et dix huit mois de crédit, en billets endossés à satisfaction et portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement. Les dits billets devront porter intérêt à raison de dix pour cent par an à dater de leur échéance en cas qu'ils ne soient pas payés alors, jusqu'à parfait paiement.

W. F. C. DUPLESSIS,
Régister des Testaments.

N. B. Les actes de vente seront passés pardevant L. T. Cairo, notaire public, aux frais des acquéreurs.
22 oct

SUCCESSION DE FEU WOLF.—Paroisse d'Orléans.—Cour des Preuves.—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par le curateur de la succession de feu Israel Wolf ne devrait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains répartis conformément au dit compte et le dit curateur déchargé de ses fonctions et de toute responsabilité, en pour lui dépesant dans la Trésorerie de l'Etat, la balance restant entre ses mains d'après le susdit compte.

Par ordre de la Cour.
W. F. C. DUPLESSIS,
22 oct Rég. des Test.

SUCCESSION de Treille dit Casbette, h. c. l—Vente par le Régister des Testamens—Jeudi, le troisième jour du mois de Novembre 1836, à dix heures du matin, en vertu d'un ordre de l'honorable Cour des Preuves, dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans, en date du 21me. Octobre 1836, il sera exposé en vente publique à l'encan, pour compte de la succession de feu Jules Casbette dit Treille, au domicile du défunt, en cette ville, rue de l'Hôpital, entre les rues Dauphine et Bourgogne, les effets mobiliers dépendant de sa succession, et consistant en bardes, meubles, un cheval, selle, aussi bien que les effets mobiliers dépendant de la société qui existait entre le défunt et Manuel Moreau, lesquels effets consistant en : outils de charpentiers, des poutres et madriers, et autres bois de charpente.

Conditions de la vente : comptant.
W. F. C. DUPLESSIS,
22 oct Régister des Testaments.

IL a été conduit chez le soussigné, syndic de la première section de la paroisse St. Bernard, le 22 de courant, un cheval rouge, marqué sur la cuisse droite, J P F, et sur l'épaule gauche une marque espagnole.

Une Vache le dos blanc une oreille coupée, et l'autre fendue. Si les dits animaux ne sont pas réclamés dans les quinze jours qui suivront la présente avis, ils seront vendus à l'encan, par le soussigné, le 9 novembre, à 10 heures du matin.

Paroisse St. Bernard, 22 oct. 1836.
22 oct—1pe L. M. BIENVENU, syndic.

EN débarquement du navire Horace, venant de Marseille, et à vendre par les soussignés :
100 barriques Vin rouge;
300 caisses Vin Muscat, 1ère. qualité;
139 paniers Huile d'Olive, bouteille de 24 onces;
30 balles Couvertures de laine, de 3 points, pour
2 balles do do 6 points, } pour Nlle.
2 do do do 12 do } E. L. BERNARD.
18 oct

Vinâs Marseille et de Bordeaux, Cognac, &c. &c.

1500 Barriques Vin, des marques de Bergasse, Bedfort et Poncet;
20 demi pipes Cognac, de la marque J J Dupuy;
500 barriques Vin rouge de Bordeaux, Faullias, Médoc;
Journellement attendu par le navire Caroline, du Havre.
500 caisses Cerises en bouteilles blanches;
200 caisses Liqueurs en porcelaine.
22 oct—4 E. A. LEFEBVRE.

BARROUCHES—Les soussignés ont reçu par les derniers arrivages, un grand nombre de Barrouches de toutes espèces. Ces barrouches ont été faites expressément pour ce marché.

Voitures—Belles grosses de famille, et aussi Fiacres.

Cabriolets—Un grand assortiment de Cabriolets convenables pour messieurs les planteurs.
A. BEACH & Co,
22 oct 45, rue Royale.

CHANGEMENT de Bureau—Les soussignés ont transporté leur bureau à la rue de la Douane, vis à vis la rue de la Bourse.
HARRISON, BROWN & Co.
21 oct

BROUEQUINS—200 paires Brodequins rouges pour hommes, reçu et à vendre par
FROST & Co.
22 oct rue de la Douane, no. 8.

TOILE DE BRETAGNE—12 balles Toile de Bretagne, à vendre par
FELIX LABATUT,
22 oct—3 54, rue Toulouse.

BRITANIAS—12 balles Britanias, for sale by
FELIX LABATUT,
22 oct—3 54, Toulouse st.

A VENDRE par le soussigné : 100 caisses Vin Bourgogne, Roussand, Chambertin, Ponard & Beaume; 400 caisses Vin Bordeaux; 200 paniers Vin Champagne Silley et Ai, marques Comanne et Estaile.
J. VATINEL,
22 oct rue Conti, No. 21.

HUILE, BOUCHONS, &c.

EN débarquement du brick Horace, venant de Marseille, et à vendre par les soussignés :
250 paniers Huile d'Olive;
150 demi do do;
20 mes de Bouchons;
20 caisses Absynthe;
30 do Fleur d'Orange;
25 caisses de Verres;
2000 Blets d'ail.
21oct—6 L. MILLAUDON & Co.

CHEVAUX EPAVES.

CONDUITS à l